

Vu l'arrêté royal du 9 mars 1990 relatif au recrutement dans certains services publics pour l'année 1990, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 8 février 1978 fixant le cadre organique de l'Administration centrale du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 18 septembre 1990;

Considérant qu'en ce qui concerne les emplois vacants dans les carrières de l'informatique, le recrutement de ce personnel doit être favorisé afin de moderniser les méthodes de travail des services publics en vue d'en améliorer l'efficacité et la productivité;

Considérant la nécessité de répondre aux besoins en personnel nécessaire au développement et à l'exploitation normale de l'informatique, de la bureautique et les télécommunications du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 24 décembre 1990;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 24 décembre 1990;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement est autorisé à recruter pour le Centre de traitement de l'information :

- 4 informaticiens;
- 6 programmeurs 2ème classe.

Cette autorisation est accordée en surplus de l'enveloppe de recrutement 1990 du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 janvier 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,

M. EYSKENS

Gelet op het koninklijk besluit van 9 maart 1990 betreffende de werving in sommige overheidsdiensten voor het jaar 1990, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 februari 1978 tot vaststelling van de organische personeelsformatie van het Hoofdbestuur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, laast gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 september 1990;

Overwegende dat wat de vacante betrekkingen in de loopbanen van de informatica betreft, de aanwerving van het personeel dient te worden bevorderd om de werkmethoden in de overheidsdiensten te moderniseren ten einde de doeltreffendheid en de productiviteit ervan te verbeteren;

Overwegende de noodzaak om in behoeften aan personeel te voorzien voor de uitbouw en de normale exploitatie van de informatica, de bureautica en de telecommunicatie van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 24 december 1990;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 24 december 1990;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking mag voor het Centrum van Informatieverwerking tot de hierna vermelde aanwervingen overgaan :

- 4 informatici;
- 6 programmeurs 2e klasse.

Deze wervingsmachtiging wordt verleend bovenop de wervingsenvelop 1990 voor het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Buitenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 januari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

M. EYSKENS

MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 91 — 547

22 JANVIER 1991. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1982 portant fixation de l'intervention personnelle des bénéficiaires ou de l'intervention de l'assurance soins de santé dans les honoraires pour certaines prestations

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 25, modifié par les lois des 24 décembre 1963, 8 avril 1965, 7 juillet 1966, 27 juin 1968, 26 mars 1970, 5 juillet 1971, 8 août 1980, 10 février 1981, 1er août 1985, 7 novembre 1987, 24 août 1988, 6 juillet 1989 et 22 décembre 1989, par les arrêtés royaux n° 22 du 23 mars 1982, n° 58 du 22 juillet 1982, n° 132 du 30 décembre 1982, n° 408 du 18 avril 1986, n° 500 du 31 décembre 1986 et n° 533 du 31 mars 1987 et par l'arrêté royal du 20 juillet 1971;

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 91 — 547

22 JANUARI 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1982 tot vaststelling van het persoonlijk aandeel van de rechthebbenden of van de tegemoetkoming van de verzekering voor geneeskundige verzorging in het honorarium voor bepaalde verstrekkingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 25, gewijzigd bij de wetten van 24 december 1963, 8 april 1965, 7 juli 1966, 27 juni 1968, 26 maart 1970, 5 juli 1971, 8 augustus 1980, 10 februari 1981, 1er augustus 1985, 7 november 1987, 24 augustus 1988, 6 juli 1989 en 22 december 1989, bij de koninklijke besluiten nr. 22 van 23 maart 1982, nr. 58 van 22 juli 1982, nr. 132 van 30 december 1982, nr. 408 van 18 april 1986, nr. 500 van 31 december 1986 en nr. 533 van 31 maart 1987 en bij het koninklijk besluit van 20 juli 1971;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 1982 portant fixation de l'intervention personnelle des bénéficiaires ou de l'intervention de l'assurance soins de santé dans les honoraires pour certaines prestations, notamment les articles 3, modifié par les arrêtés royaux des 4 février 1985, 11 décembre 1987, 22 juillet 1988 et 19 décembre 1989, 4, modifié par les arrêtés royaux des 4 février 1985, 30 juin 1986 et 11 décembre 1987, 5, modifié par les arrêtés royaux du 11 décembre 1987 et 22 juillet 1988, 7, modifié par les arrêtés royaux des 11 avril 1983, 29 avril 1983, 9 janvier 1985, 4 février 1985, 25 juin 1985, 30 juin 1986 et 11 décembre 1987 et 7bis, inséré par l'arrêté royal du 4 février 1985 et modifié par les arrêtés royaux des 11 mars 1985, 30 juin 1986 et 11 décembre 1987;

Vu l'avis émis par le Comité de gestion du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité en date du 7 janvier 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnés le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'un fonctionnement efficace de l'Administration de l'Etat nécessite la publication du présent arrêté dans les délais les plus brefs;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 3 de l'arrêté royal du 23 mars 1982 portant fixation de l'intervention personnelle des bénéficiaires ou de l'intervention de l'assurance soins de santé dans les honoraires pour certaines prestations, modifié par les arrêtés royaux du 4 février 1985, du 6 janvier 1987, du 11 décembre 1987, du 22 juillet 1988 et du 19 décembre 1989, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 3. Pour les pensionnés, les veufs et les veuves, les orphelins et les bénéficiaires d'indemnités d'invalidité visés à l'article 1^{er}, l'intervention personnelle du bénéficiaire dans les honoraires pour la prestation 103318 visée à l'article 2, A, de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 précité, est limitée à 47 F; elle est limitée à 45 F pour les prestations 103213 et 103331 et à 36 F pour les prestations 103235 et 103353, visées au même article 2, A.

L'intervention personnelle de tous les bénéficiaires dans les honoraires pour les prestations 103412, 103434, 103515, 103530 et 103552, visées à l'article 2, A, de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 précité, est limitée à celle qui est prévue respectivement pour les prestations 103213, 103235, 103316, 103331 et 103353, visées au même article 2, A. »

Art. 2. A l'article 4 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 4 février 1985, 30 juin 1986 et 11 décembre 1987, les prestations suivantes : « 102174, 102196 et 102152 » sont ajoutées après la prestations : « 0119-102130 ».

Art. 3. Dans l'article 5 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 11 décembre 1987 et 22 juillet 1988 :

au premier alinéa, les chiffres « 46 » et « 40 » sont remplacés par « 65 » et « 49 »;

le deuxième alinéa est supprimé.

Art. 4. L'article 7, premier et deuxième alinéas du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 11 avril 1983, 29 avril 1983, 9 janvier 1985, 4 février 1985, 25 juin 1985, 30 juin 1986 et 11 décembre 1987, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 7. L'intervention personnelle du bénéficiaire dans les honoraires pour les prestations visées à l'article 7, § 1^{er}, de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 précité et dans le coût des prestations visées à l'article 22, II, a, de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 précité, est fixée à 40 p.c. des honoraires tels qu'ils sont fixés en application des articles 29 et 34 de la loi du 9 août 1983 précitée; toutefois, en ce qui concerne les pensionnés, les veufs et veuves, les orphelins et les bénéficiaires d'indemnités d'invalidité visés à l'article 1^{er}, cette intervention personnelle est fixée à 20 p.c. desdits honoraires.

L'intervention personnelle du bénéficiaire dans les honoraires pour les prestations visées à l'article 22, II, a, de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 précité, est fixée à 25 p.c. des honoraires tels qu'ils sont fixés en application de l'article 34 de la loi du 9 août 1983 précitée, lorsqu'elles sont effectuées par un médecin

Gelet op het koninklijk besluit van 23 maart 1982 tot vaststelling van het persoonlijk aandeel van de rechthebbenden of van de tegemoetkoming van de verzekering voor geneeskundige verzorging in het honorarium voor bepaalde verstrekkingen, inzonderheid op de artikelen 3, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 februari 1985, 11 december 1987, 22 juli 1988 en 19 december 1989, 4, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 februari 1985, 30 juni 1986 en 11 december 1987, 5, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 december 1987 en 22 juli 1988, 7, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 april 1983, 29 april 1983, 9 januari 1985, 4 februari 1985, 25 juni 1985, 30 juni 1986 en 11 december 1987 en 7bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 4 februari 1985 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 maart 1985, 30 juni 1986 en 11 december 1987;

Gelet op het advies uitgebracht op 7 januari 1991 door het Beheerscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat een doeltreffende werking van de Rijksadministratie het noodzakelijk maakt dat dit besluit zo spoedig mogelijk wordt bekendgemaakt;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 23 maart 1982 tot vaststelling van het persoonlijk aandeel van de rechthebbenden of van de tegemoetkoming van de verzekering voor geneeskundige verzorging in het honorarium voor bepaalde verstrekkingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 februari 1985, 6 januari 1987, 11 december 1987, 22 juli 1988 en 19 december 1989 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 3. Voor de gepensioneerden, weduwnaars en weduwen, wezen en degenen die een invaliditeitsuitkering trekken, bedoeld in artikel 1, wordt het persoonlijk aandeel van de rechthebbende in het honorarium voor de verstrekking 103318, bedoeld in artikel 2, A, van de bijlage bij voren genoemd koninklijk besluit van 14 september 1984, beperkt tot 47 F; het wordt beperkt tot 45 F voor de verstrekkingen 103213 en 103331 en tot 36 F voor de verstrekkingen 103235 en 103353, bedoeld in hetzelfde artikel 2, A.

Het persoonlijk aandeel van alle rechthebbenden in het honorarium voor de verstrekkingen 103412, 103434, 103515, 103530 en 103552, bedoeld in artikel 2, A, van de bijlage bij voren genoemd koninklijk besluit van 14 september 1984, wordt beperkt tot deze voorzien voor respectievelijk de verstrekkingen 103213, 103235, 103331, 103353, bedoeld in hetzelfde artikel 2, A. »

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 februari 1985, 30 juni 1986 en 11 december 1987, worden na de verstrekking « 0119-102130 » de volgende verstrekkingen toegevoegd « 102174, 102196 en 102152 ».

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 december 1987 en 22 juli 1988 :

worden in het eerste lid de cijfers « 46 » en « 40 » vervangen door « 65 » en « 49 »;

wordt het tweede lid geschrapt.

Art. 4. Artikel 7, eerste en tweede lid, van hetzelfde besluit gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 april 1983, 29 april 1983, 9 januari 1985, 4 februari 1985, 25 juni 1985, 30 juni 1986 en 11 december 1987, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 7. Het persoonlijk aandeel van de rechthebbende in het honorarium voor de verstrekkingen bedoeld in artikel 7, § 1, van de bijlage bij voren genoemd koninklijk besluit van 14 september 1984 en in de kosten van de verstrekkingen bedoeld in artikel 22, II, a, van de bijlage bij voren genoemd koninklijk besluit van 14 september 1984, wordt vastgesteld op 40 pct. van het honorarium zoals het is vastgesteld bij toepassing van de artikelen 29 en 34 van voren genoemde wet van 9 augustus 1983, voor de gepensioneerden, weduwnaars en weduwen, wezen en degenen die een invaliditeitsuitkering genieten, bedoeld in artikel 1, wordt dat persoonlijk aandeel evenwel vastgesteld op 20 pct. van die honoraria.

Het persoonlijk aandeel van de rechthebbende in het honorarium voor de verstrekkingen bedoeld in artikel 22, II, a, van de bijlage bij voren genoemd koninklijk besluit van 14 september 1984, wordt vastgesteld op 25 pct. van het honorarium zoals het is vastgesteld bij toepassing van artikel 34 van voren genoemde wet van 9 augus

agr   par le Ministre de la Santé publique au titre de spécialiste en rhumatologie, en physioth  rapie ou en médecine physique; toutefois, en ce qui concerne les pensionnés, les veufs et veuves, les orphelins et les bénéficiaires d'indemnites d'invalidité, visés à l'article 1er, cette intervention personnelle est fixée à 10 p.c. desdits honoraires. *

Art. 5. A l'article 7bis du même arrêté, inséré à l'arrêté royal du 4 février 1985 et modifié par les arrêtés royaux des 11 mars 1985, 30 juin 1986 et 11 décembre 1987, les termes « sous les numéros 5701-557012-557023 à 5705-557174-557185, 5706-557292-557303 à 5707-557336-557340, 5708-557454-557465, 5709-557535-557546    5725-558191-558202 à l'article 22 », sont remplacés par «    l'article 22, II, a. » et les montants « 248 », « 331 », « 310 » et « 372 » sont remplacés respectivement par « 350 », « 465 », « 438 » et « 524 ». *

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1991.

Art. 7. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'ex  ecution du présent arrêté.

Donné    Bruxelles, le 22 janvier 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. BUSQUIN

tus 1963, wanneer ze worden verricht door een geneesheer die door de Minister van Volksgezondheid is erkend als specialist voor reumatologie, voor physiotherapie of voor fysische geneeskunde; voor de gepensioneerden, weduwnaars en weduwen, wezen en degenen die een invaliditeitsuitkering genieten, bedoeld in artikel 1, wordt dat persoonlijk aandeel evenwel vastgesteld op 10 pct. van die honoraria. *

Art. 5. In artikel 7bis van hetzelfde besluit ingevoegd bij het koninklijk besluit van 4 februari 1985 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 maart 1985, 30 juni 1986 en 11 december 1987, worden de woorden « onder de nrs. 5701-557012-557023, tot 5705-557174-557185, 5706-557292-557303 tot 5707-557336-557340, 5708-557454-557465, 5709-557535-557546 tot 5725-558191-558202 in artikel 22 », vervangen door « in artikel 22, II, a. » en worden de bedragen « 248 », « 331 », « 310 » en « 372 » respectievelijk vervangen door « 350 », « 465 », « 438 » en « 524 ».

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1991.

Art. 7. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 januari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. BUSQUIN

MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

N. 91 — 548

17 DECEMBRE 1990. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 31 a  ut 1987 fixant le cadre organique du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 68, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 31 a  ut 1987 fixant le cadre organique du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement;

Vu l'avis motivé du Comité de concertation de base du secteur XII « Affaires sociales » rendu le 12 décembre 1989;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 6 décembre 1990;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 6 décembre 1990;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le cadre organique du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement est modifié comme suit :

§ 1. Les emplois ci-après sont supprimés :

— Services généraux :

 A. Administration centrale

 Personnel administratif

Téléphoniste ou agent principal (x)

 B. Services extérieurs

 Personnel administratif

Téléphoniste ou agent principal (x)

— Administration de la Médecine sociale :

 B. Services extérieurs

 Personnel administratif

Médecin-chef de service

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

F. 91 — 548

17 DECEMBER 1990. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 augustus 1987 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 68, tweede lid van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 augustus 1987 tot vaststelling van de personeelsformatie van het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu;

Gelet op het met redenen omkleed advies van 12 december 1989 uitgebracht door het basisoverlegcomité van sector XII « Sociale Zaken »;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 6 december 1990;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 6 december 1990;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De personeelsformatie van het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu wordt als volgt gewijzigd :

§ 1. De hierna vermelde betrekkingen worden geschrapt :

— Algemene Diensten :

 A. Hoofdbestuur

 Administratief personeel

3 Telefonist of eerstaanwezend beampte (x)

 B. Buitendiensten

 Administratief personeel

5 Telefonist of eerstaanwezend beampte (x)

— Bestuursafdeling voor de Sociale Geneeskunde :

 B. Buitendiensten

 Administratief personeel

2 Geneesheer-hoofd van dienst